

20/3/1939

3956 M7/18  
JB

IG MT 2012 m<sup>2</sup>1  
JB

SOCIÉTÉ  
NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

INSTRUCTION GÉNÉRALE

MT  
VB 204 e

N° 1

Paris, le 20 mars 1939.

A

RÉDACTION DES CLAUSES DE RÉVISION  
A INSÉRER DANS LES MARCHÉS

La présente note a pour but de donner aux Services chargés de passer les marchés des instructions générales sur la manière dont doivent être rédigées les clauses de révision de prix.

Article 1. — Champ d'application de la présente note générale.

1. — Il appartient aux Services chargés de passer les marchés de déterminer s'il convient de traiter à prix ferme ou à prix révisable. Les Services devront arrêter leur décision en tenant compte de la durée du marché, de sa nature et de son importance et en outre de la mentalité des fournisseurs ou entrepreneurs susceptibles de soumissionner pour le travail ou la fourniture à exécuter. Il a été constaté en effet que suivant les branches industrielles ou commerciales considérées, les soumissionnaires éventuels sont plus ou moins disposés à accepter des prix fermes ou inversement à réclamer l'insertion de clauses de révision dans les marchés.

2. — On admettra qu'il n'y a pas lieu, en principe, d'introduire une clause de révision dans les marchés comportant une durée d'exécution inférieure ou égale à trois mois, ou donnant lieu à des ordres de livraison échelonnés sur trois mois au plus. En outre, il n'y aura pas lieu non plus, en principe, d'insérer une clause de révision dans tout marché d'un montant global au plus égal à 30 000 f, quelle que soit sa durée d'exécution.

Article 2. — Principes généraux.

3. — La règle générale qu'il conviendra de ne jamais perdre de vue dans la rédaction des clauses de révision est que celles-ci doivent fixer **de la manière la plus précise** les conditions dans lesquelles le prix révisé sera calculé. Tous les détails du mode de calcul des nouveaux prix devront être indiqués.

4. — Lorsqu'il sera procédé à un appel à la concurrence, la clause de révision sera intégralement mentionnée dans le Cahier des Charges spéciales ou l'appel d'offres, et, pour respecter l'égalité de traitement entre tous les soumissionnaires, aucune modification ne devra être apportée à la clause de révision postérieurement à l'appel à la concurrence. Toutefois, si une telle modification était reconnue nécessaire, elle devrait être portée à la connaissance de tous ceux des concurrents de la part desquels cette modification paraîtrait pouvoir provoquer des offres nouvelles susceptibles d'être acceptées.

5. — D'autre part, les clauses de révision devront viser, non pas l'augmentation éventuelle du prix de revient et du prix du marché, mais bien les **variations** de ces prix, sans distinction entre les variations en baisse et les variations en hausse. Les clauses de révision devront donc être intégralement réversibles.

DEV. 2  
DEM 3  
SCWP 1  
EE. 1  
DEA 2  
BNCF 1

~~4-4-1939~~



6. — La révision des marchés peut être faite suivant deux méthodes bien distinctes :

a) **Révision unique** en fin d'exécution du marché, par laquelle on détermine en une seule fois, après exécution du marché, les prix auxquels celui-ci sera finalement réglé.

Ce système peut être appliqué aux marchés de toutes catégories ; il est normalement utilisé dans les marchés de fournitures en général et les marchés de travaux à forfait bien définis.

b) **Révisions successives** en cours d'exécution du marché, consistant à fixer, au cours de l'exécution et chaque fois qu'il se produit une variation des conditions économiques justifiant la révision, les nouveaux prix auxquels seront payés les travaux ou les fabrications restant à exécuter.

Ce système est applicable aux marchés de fournitures comportant des ordres de livraison échelonnés et aux marchés de travaux en général, notamment sur devis ou sur série de prix.

### Article 3. — Contexture générale des clauses de révision.

7. — a) — Pour les marchés portant sur des matières se trouvant dans le commerce ou sur des objets dont la durée de fabrication est très courte, et comportant des ordres de livraison échelonnés dans le temps, la formule de révision sera basée sur les cours en vigueur au moment de la notification de chacun des ordres de livraison.

8. — b) Dans le cas général, la formule de révision sera basée sur le taux des salaires et sur le cours des matières.

9. — A cet effet, le montant du marché sera décomposé en ses principaux éléments :

1° Salaires (salaires de la main-d'œuvre directe, salaires, traitements et appointements de la main-d'œuvre de frais généraux) et frais généraux variant comme les salaires (1).

2° Matières et frais généraux variant comme les matières.

3° Frais généraux considérés comme fixes (loyer, impôts, assurances contre l'incendie, dépenses de transport (2), intérêts obligataires, commissions bancaires, amortissements normaux, etc...) et bénéfice.

Cette décomposition pourra être faite, selon les cas, en valeur absolue ou en pourcentage

10. — Pour chacun des deux premiers postes, ou pour l'un d'eux seulement si le marché ne comporte qu'un élément variable (les salaires ou les matières), on choisira un certain nombre de paramètres (ou variables), dont l'importance relative sera précisée et dont la variation moyenne sera censée représenter la variation de l'ensemble des dépenses du poste correspondant.

### Article 4. — Nature et nombre des paramètres à considérer.

Les paramètres à considérer seront, en principe, d'une part les salaires des catégories les plus importantes d'ouvriers participant à l'exécution du marché, d'autre part les matières premières les plus importantes utilisées dans cette exécution.

#### A — Nature des paramètres

##### a) Paramètres-salaires.

11. — Pour cette catégorie de paramètres, on devra adopter en général le salaire horaire de l'ouvrier. On pourra cependant, dans certains cas particuliers, adopter un paramètre qui tienne

(1) On citera parmi ces frais : les assurances (assurances sociales, assurances contre les accidents du travail, assurances de responsabilité civile), les congés payés, les allocations familiales, la taxe d'apprentissage, la part correspondant aux salaires dans le montant de la taxe à la production frappant l'objet du marché, etc...

(2) Si une révision des prix en cas de variation des tarifs de transport par fer est prévue, voir ci-après § 20.

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

31 MAR 1939  
Repa à Mm

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le 20 Mars 1939

Objet :  
Clauses de révision  
à insérer  
dans les marchés.

M. le Secrétaire Général,  
MM. les Directeurs des Services Centraux,  
MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,

Je vous adresse ci-jointe une note générale sur la rédaction des clauses de révision à insérer dans les marchés. Les prescriptions de cette note générale devront être appliquées immédiatement. Toutefois, pour les contrats déjà en cours de discussion, il suffira de s'inspirer, dans la mesure du possible, des règles fixées par la note générale, tout en évitant de retarder la conclusion des contrats.

Pour les catégories les plus importantes de marchés les Services Centraux intéressés élaboreront d'urgence, d'accord avec le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, les clauses-types à insérer dans les marchés en cause et les notifieront sous leur timbre. C'est ainsi que les Directeurs de l'Exploitation des Régions recevront prochainement connaissance des clauses-types qui devront être utilisées pour les catégories suivantes de marchés :

#### A — Marchés intéressant le Service Central des Installations Fixes

1° — Marchés de travaux — terrassements — voie — maçonnerie — béton armé — chaussées — charpente et menuiserie en bois et métalliques — couverture plomberie — peinture vitrerie — chauffage — installations sanitaires — étanchéité — signalisation — éclairage et force électrique — téléphonie.

2° — Marchés de fournitures — rails — traverses — créosote — herbicides — ballast — matériel de signalisation — matériel d'éclairage et force électrique — de téléphonie — appareils de levage et de pesage — gros outillage et engins spéciaux.

#### B — Marchés intéressant le Service Central du Matériel

1° — Marchés d'acquisition de Matériel roulant neuf — locomotives à vapeur — tenders — locomotives électriques — automotrices électriques et remorques — autorails et remorques — locotracteurs — voitures métalliques à bogies — fourgons métalliques — wagons — containers.

2° — Marchés d'acquisition d'outillage — machines-outils.

3° — Contrats de main-d'œuvre — réparation et nettoyage de matériel roulant — manutentions.

Le Directeur Général,  
R. LE BESNERAIS.



compte, non seulement du salaire horaire proprement dit, mais encore de certains accessoires de salaires, pourvu que le paramètre adopté puisse être défini d'une manière précise. On devra éviter en tout cas de prendre en considération les primes à la production, les bonis pour travail aux pièces, etc... qui peuvent être alloués à certaines catégories d'ouvriers.

12. — Les salaires utilisés devront être les salaires des contrats collectifs applicables au titulaire du marché lui-même. Toutefois, si une importante partie du marché doit être exécutée par des sous-traitants désignés au marché, on pourra prendre également en considération les salaires des contrats collectifs applicables aux sous-traitants. Si enfin le marché doit donner lieu à des commandes importantes de matières ouvrées à des fournisseurs non désignés au marché, on pourra se référer à des indices généraux de salaires.

13. — Les catégories d'ouvriers dont les salaires seront pris comme paramètres devront être définies d'une manière précise et exempte de toute ambiguïté.

#### *b) Paramètres-matières.*

14. — Les caractéristiques techniques des matières de référence devront être également définies d'une manière aussi précise que possible, en tenant compte des habitudes commerciales et en se rapportant aux qualités qui font l'objet des cotations les plus fréquentes.

### *B — Nombre des paramètres*

15. — Aucune règle précise ne peut être donnée quant au nombre des paramètres à prendre en considération. Ce nombre doit être déterminé en tenant compte du principe que les clauses de révision n'ont pas pour but de calquer exactement la réalité, mais seulement de ne pas s'en écarter de façon trop choquante. Il n'est donc pas nécessaire d'envisager un nombre trop élevé de paramètres. Pour fixer le nombre des paramètres à utiliser, on devra tenir compte de leur degré d'indépendance mutuelle : il est inutile de considérer deux catégories de salaires ou deux catégories de matières, lorsque l'expérience montre que ces deux salaires ou ces deux matières varient toujours d'une manière sensiblement proportionnelle.

16. — Pour les salaires, il sera le plus souvent suffisant de s'en tenir au plus à trois paramètres, correspondant, l'un aux spécialistes, l'autre aux ouvriers moyennement qualifiés, le dernier aux manœuvres. Toutefois, il pourra être fait état de plusieurs salaires de spécialistes si le marché nécessite l'utilisation de spécialistes de professions nettement différentes, dont les salaires peuvent ne pas varier parallèlement (par ex. marchés portant sur du matériel comprenant une partie mécanique et une partie électrique).

17. — Pour les matières, on s'en tiendra aux matières les plus importantes pour le marché en cause, en ne considérant que les matières dont les variations de cours ont habituellement des caractéristiques propres.

18. — Les paramètres-salaires et matières devront être choisis de telle sorte que l'on ne soit pas exposé à voir disparaître les cotations relatives à ces salaires ou matières, disparition qui peut se produire si le marché est de très longue durée et s'il survient des changements dans l'organisation sociale ou économique. Pour les marchés de cette nature, il sera prudent de prévoir des paramètres de remplacement, qui seraient substitués aux paramètres dont la valeur cesserait de pouvoir être déterminée. Ces paramètres de remplacement pourraient être, pour les salaires, un des indices généraux de salaires publiés par les grands groupements patronaux ou un des indices des prix de détail publiés par la Statistique générale de la France, et pour les matières un des indices de la Statistique générale de la France (indice pondéré des prix de gros, indice des matières industrielles, etc...).

### *C — Charges fiscales*

19. — En dehors des variations des salaires et du cours des matières, on pourra tenir compte des variations de taux des charges fiscales, pourvu que la disposition correspondante soit rédigée



d'une manière assez précise pour que son application ne prête à aucun arbitraire. On ne devra jamais tenir compte que des charges frappant *directement* l'objet du marché. Dans l'état actuel de la législation fiscale, on ne devra considérer en principe que les variations de la taxe à la production et éventuellement des droits d'octroi ou de douane.

#### **D — Frais de transport**

20. — La clause de révision pourra prévoir que le prix du marché sera révisé en cas de variation des tarifs de transport par fer, pourvu que la manière de calculer le nouveau prix dans cette hypothèse soit définie d'une manière explicite et complète.

Dans ce cas, la décomposition du montant du marché (prévue ci-dessus au § 9) devra comporter un quatrième élément faisant ressortir l'importance des dépenses de transport par fer initialement prévues.

#### **Article 5. — Importance relative des divers paramètres.**

21. — La formule de révision devra préciser numériquement l'importance à donner à chacun des paramètres autres que les charges fiscales. La formule comportera ainsi en général un jeu de trois coefficients généraux (1) fixant l'importance relative, par rapport au montant total du marché, de la partie fixe, de la partie variant comme les salaires, de la partie variant comme les matières, et des jeux de coefficients particuliers précisant l'importance relative de chacune des catégories de salaires considérées et de chacune des matières considérées.

22. — Aucune règle générale n'est imposée en ce qui concerne les valeurs à adopter pour ces divers coefficients. Toutefois l'importance de la partie fixe du prix devra être en principe d'au moins 15 % du montant du marché dans le cas général et d'au moins 20 % pour toutes les fournitures de spécialités, appareils brevetés, modèles exclusifs, etc...

Au cas où les Services croiraient devoir adopter pour la partie fixe un coefficient inférieur au coefficient ci-dessus, ils devront fournir toutes justifications utiles à l'appui de leurs propositions.

Des coefficients supérieurs aux chiffres ci-dessus sont actuellement appliqués pour certains travaux ou certaines fournitures. Ces coefficients devront continuer à être utilisés, à moins que les Services ne les considèrent comme supérieurs à la réalité et ne les aient adoptés qu'en vue de laisser à la charge des fournisseurs ou entrepreneurs une partie de leurs dépenses supplémentaires. Le système, qui a été appliqué jusqu'ici dans certains marchés et qui consistait à forcer volontairement l'importance de la partie fixe du prix, doit être abandonné.

#### **Article 6. — Documents dans lesquels devront être relevées les valeurs des paramètres.**

23. — Pour les salaires, les valeurs des paramètres devront être celles des salaires minima fixés par les contrats collectifs en vigueur sur les chantiers ou dans les usines où le marché s'exécute.

24. — Exceptionnellement, dans le cas où ces ateliers ou chantiers sont multiples, on pourra utiliser les indices généraux de salaires publiés par certains grands groupements patronaux (Groupement des industries métallurgiques et mécaniques de la Région parisienne, indices de la Revue générale de l'Electricité, etc...).

25. — Pour les matières, on utilisera de préférence les cours officiels. A défaut de tels cours, on pourra utiliser sans inconvénient les mercuriales privées, les grands journaux industriels, tels que *L'Usine*, *La Journée Industrielle*, etc... Les cours utilisés devront toujours être des cours « en exemption de taxe à la production » ; si les cours publiés sont des cours « taxe à la production comprise », on devra prévoir qu'ils seront ramenés « en exemption de taxe ».

(1) Quatre coefficients, si un poste spécial est consacré aux dépenses de transport par fer.

26. — Les mercuriales adoptées pouvant indiquer à une même date plusieurs cours, ou deux cours limites, pour une matière quelconque, on précisera si l'on choisit une moyenne de cours, ou un cours minimum, ou un cours maximum.

#### **Article 7. — Détermination des valeurs des paramètres.**

L'application des formules de révision implique essentiellement la comparaison, pour chacun des paramètres considérés, d'une « valeur initiale » et d'une nouvelle valeur appelée « valeur de comparaison ». Le marché doit préciser comment et à quelles dates sont relevées ou calculées ces valeurs.

#### **A — Valeurs initiales des paramètres**

27. — La date à laquelle la valeur initiale des paramètres doit être mesurée est, en principe, la date limite fixée pour la remise des offres. Toutefois, si la préparation des offres des soumissionnaires suppose l'établissement d'un devis assez compliqué, on pourra adopter comme date initiale une date un peu antérieure à la date fixée pour la remise des offres. Ce décalage ne devra cependant jamais dépasser un mois et sera le même pour tous les paramètres.

28. — Pour les salaires, on adoptera les salaires minima fixés par le contrat collectif en vigueur à la date initiale.

29. — Pour les matières, certaines d'entre elles n'étant cotées qu'à des intervalles plus ou moins éloignés, il pourra arriver qu'il n'existe pas de cours à la date initiale. On adoptera le cours le plus récemment publié avant la date initiale ou la moyenne des deux ou trois cours les plus récents. Les conditions dans lesquelles les valeurs initiales des paramètres seront mesurées devront toujours être définies d'une manière précise dans les Cahiers des charges spéciales ou dans les demandes de prix.

30. — Les valeurs initiales elles-mêmes devront autant que possible être mentionnées dans les marchés, afin d'éviter toute discussion ultérieure avec le titulaire du marché, soit sur les valeurs elles-mêmes qui seront utilisées dans le calcul du prix révisé, soit, pour les matières, sur la nature des séries de cours à utiliser.

#### **B — Valeurs de comparaison des paramètres**

31. — Dans le cas des marchés révisables en cours d'exécution (système des révisions successives), les dates auxquelles les valeurs de comparaison des paramètres devront être mesurées seront, en principe, celles auxquelles la partie intéressée aura demandé la révision.

32. — Dans le cas des marchés révisés en fin d'exécution (système de la révision unique), le mode de calcul des valeurs de comparaison des paramètres devra être précisé très nettement dans la clause de révision des prix.

33. — La valeur de comparaison de chaque paramètre sera obtenue en relevant, à l'intérieur du délai contractuel d'exécution du marché, une ou plusieurs valeurs de ce paramètre.

La valeur de comparaison sera, soit l'une de ces valeurs relevée à une date bien précisée, soit la moyenne de plusieurs valeurs, relevées également à des dates bien précisées.

Le délai contractuel considéré en l'occurrence partira, en principe, de la date à laquelle le marché aura été notifié à son titulaire.

34. — Les dates de comparaison seront en outre fixées d'après la cadence d'exécution du marché, compte tenu des dates de livraison des fournitures ou d'exécution des travaux fixés par le marché.

35. — a) **Salaires.** — Pour les salaires, on devra tenir compte du fait que les marchés comportent en général une période de démarrage, soit pour l'organisation des chantiers, soit pour la réunion



des matières ou pièces brutes à usiner, période au cours de laquelle les dépenses de salaires sont faibles ou même nulles. D'autre part, la fin du délai contractuel du marché est souvent consacrée à des opérations de réception qui ne comportent que de faibles dépenses de salaires. On sera ainsi amené à négliger, pour le calcul du taux moyen des salaires effectivement versés pour l'exécution du marché, une certaine période au début de la période contractuelle d'exécution du marché et une certaine période à la fin de la période contractuelle.

36. — Pendant toute la période médiane comportant des dépenses notables de salaires, on peut, dans les cas les plus simples, calculer le taux moyen en supposant que les dépenses de salaires sont réparties d'une manière uniforme du début à la fin de la période. Si cette hypothèse simple s'écarte par trop de la réalité, on devra préciser dans le marché l'importance relative des dépenses de salaires prévues pour chacune des périodes élémentaires (par exemple pour chaque mois).

37. — Si le marché comporte des sous-commandes importantes, on pourra adopter des hypothèses différentes sur la cadence des dépenses de salaires pour le titulaire du marché et pour chacun de ses sous-traitants.

38. — *b) Matières.* — Pour les matières, on fixera le mode de détermination du cours de comparaison en tenant compte du fait que les matières doivent être approvisionnées dans un délai relativement court à partir de la notification du marché. Le délai à adopter devra être particulièrement réduit si l'entrepreneur ou fournisseur a contractuellement la faculté d'obtenir des acomptes sur matières approvisionnées, cette faculté étant de nature à permettre au titulaire du marché d'activer ses approvisionnements.

39. — *c) Influence des retards ou avances.* — Les dates de mesure des valeurs de comparaison des paramètres seront fixées d'après la cadence contractuelle d'exécution des travaux, fabrications ou fournitures, et non d'après les dates réelles d'exécution. Les dates contractuelles ne devront être majorées que des délais résultant du fait de la Société Nationale elle-même (par exemple retards dans des réceptions ou analyses, dans l'acceptation de prototypes, etc...) ou d'événements de force majeure, pourvu que ceux-ci aient été portés à la connaissance de la Société Nationale dans un délai qui devra toujours être fixé par les marchés, s'il ne l'est pas par les documents généraux auxquels ces marchés se réfèrent. Il n'y aura pas à tenir compte des retards qui ne sont pas imputables au fait de la Société Nationale dûment établi ou à des événements de force majeure dûment signalés, même si ces retards se sont produits chez des fournisseurs ou des sous-traitants du titulaire du marché, celui-ci étant responsable du choix de ses fournisseurs et sous-traitants.

40. — De même, en cas de livraison anticipée à la demande de la S. N. C. F., il n'y aura pas à tenir compte des dates réelles de livraison, mais seulement de la cadence contractuelle d'exécution du marché, à moins que le marché n'en ait stipulé autrement.

#### Article 8. — Seuil de révision et marge neutralisée.

41. — Les formules de révision ont pour objet de garantir les contractants contre les aléas excessifs auxquels ils seraient exposés en raison de l'instabilité économique actuelle, s'ils traitaient à prix ferme. L'adoption de telles formules ne saurait avoir pour but cependant de supprimer tous les aléas et de transformer chaque marché en une sorte de régie. D'autre part, l'application de ces clauses demande inévitablement aux Services un travail matériel souvent considérable, qu'il est désirable d'éviter s'il ne doit conduire qu'à une modification insignifiante du prix du marché.

42. — Pour ces deux raisons, il convient en principe de prévoir dans les clauses de révision un « seuil de révision », c'est-à-dire une limite au-dessous de laquelle les variations du prix de revient ne donneront pas lieu à révision du marché.

43. — L'adoption d'un seuil de révision conduit à créer une « marge neutralisée » de variation, c'est-à-dire à laisser à la charge du bénéficiaire de la révision une certaine part de la variation calculée. Cette mesure a pour but d'éviter une inégalité de traitement entre un titulaire de marché pour

lequel le seuil de révision n'a pas été tout à fait atteint et qui ne peut obtenir par suite aucune révision du prix du marché, et un titulaire de marché pour lequel le seuil de révision a été tout juste dépassé et qui bénéficierait, sans la marge neutralisée, d'une compensation intégrale de ses dépenses supplémentaires.

On devra donc prévoir que, si le seuil de révision est dépassé et si par suite le prix du marché est révisé, une part de la majoration du prix de revient restera à la charge du titulaire du marché ou qu'inversement celui-ci bénéficiera d'une part de la diminution du prix de revient.

L'adoption d'une telle « marge neutralisée » incitera les titulaires de marchés à freiner les hausses de salaires ou de prix ou, inversement, à rechercher les baisses possibles de salaires ou de prix.

44. — *a) Seuil de révision.* — Le seuil de révision pourra être calculé séparément sur chacun des éléments du prix de revient. Il sera cependant préférable, en principe, d'adopter comme seuil de révision un pourcentage du prix de revient total ou du montant total du marché. Ce pourcentage pourra lui-même être calculé, soit sur les dépenses restant à effectuer à un instant donné, soit sur le prix de revient de l'ensemble du travail ou de la fourniture, ou le montant total du marché.

Dans les marchés révisés en fin d'exécution (système de la révision unique), le seuil de révision sera un pourcentage du montant total du marché.

Dans les marchés révisables en cours d'exécution (système des révisions successives), il sera un pourcentage du montant des travaux ou fournitures restant à exécuter.

45. — Les Services chargés de passer les marchés fixeront le seuil de révision dans chaque cas particulier d'après la nature du marché et les circonstances de sa passation. On observera que, si l'on veut traiter de la même manière les titulaires de toutes les catégories de marchés, le seuil de révision devra être plus élevé pour les marchés révisables en cours d'exécution (révisions successives) que pour les autres marchés révisés en fin d'exécution (révision unique) : une majoration de 5 % du prix de revient, survenant au lendemain de la passation d'un marché de cette dernière catégorie correspond, pour le titulaire du marché, à un aléa beaucoup plus important qu'une majoration de 15 % survenant peu avant l'expiration d'un marché de la première catégorie.

Pour les marchés dans lesquels le seuil de révision sera calculé sur le prix de revient global ou le montant total, on adoptera en principe le taux de 5 %.

On notera qu'il n'y a pas intérêt en général à adopter un seuil de révision trop élevé, car les soumissionnaires seraient incités à majorer leurs prix pour se couvrir contre le risque accru qu'entraînerait pour eux l'adoption d'un taux relativement élevé pour le seuil de révision.

46. — *b) Marge neutralisée.* — Le souci d'éviter toute brusque discontinuité dans le résultat donné par les formules de révision et toute inégalité de traitement entre titulaires de marchés selon que la variation du prix est légèrement inférieure ou légèrement supérieure au seuil de révision ayant conduit, comme on l'a dit plus haut, à adopter une marge neutralisée, il en résulte que celle-ci est liée étroitement au seuil de révision. En conséquence, la marge neutralisée devra en principe être fixée au même taux et être calculée de la même manière que le seuil de révision, c'est-à-dire soit séparément pour chacun des éléments principaux du prix de revient, soit sur l'ensemble du prix de revient ou sur le montant total du marché.

Toutefois, pour tenir compte des pratiques antérieures, la marge neutralisée pourra être fixée en fonction, non du montant des dépenses ou du marché, mais de la variation desdites dépenses.

47. — Dans le premier système, le taux de la marge neutralisée devra être en principe le même que celui du seuil de révision, donc en général de 5 %. Si l'on adopte au contraire le second système (ancien système dit de la « part raisonnable ») on choisira un taux tel que, compte tenu de l'importance de la variation des dépenses qu'il est possible de prévoir, l'abattement résultant de l'application de la marge neutralisée corresponde au taux du seuil de révision. Dans les circonstances actuelles, on ne devra pas descendre en principe au-dessous du taux de 10 %.

#### Article 8 bis. — Marchandises dont les prix sont soumis à l'homologation préalable du Comité National de Surveillance des prix.

47 bis. — Il y a intérêt à insérer dans les marchés de la S. N. C. F. une disposition prévoyant que le jeu des clauses de révision tel que leur emploi est réglé par la présente Note Générale ne pourra pas conduire à des majorations de prix supérieures aux hausses normales homologuées par le Comité National de Surveillance des prix.

#### Article 9. — Modifications à apporter aux formules de révision. Possibilité de résilier les marchés.

48. — Les formules de révision devant avant tout être précises et ne permettre aucune incertitude.

Rectificatif n° 1 à la Note Générale. Série Approvisionnement. Marchés. Comité National de Surveillance des prix. Ce brouillon est à coller au bas de la page 7 de la Note Générale précitée.



sur leurs conditions d'application, il n'y aura pas lieu d'envisager dans les marchés l'éventualité de modifications qui pourraient être apportées après coup à la teneur des clauses de révision.

49. — Il pourrait arriver cependant que des variations très importantes dans le niveau des salaires et des prix aient pour conséquence d'écarter par trop de la réalité les résultats de l'application des clauses de révision. Il conviendra donc de prévoir que les marchés pourront être résiliés sans indemnité au cas où la variation du prix de revient dépasserait une limite fixée. Une disposition de cette nature existe déjà dans de nombreux marchés. Cette disposition pourra continuer à être appliquée, mais, en raison, d'une part de l'instabilité économique actuelle, d'autre part des inconvénients qu'entraînent inévitablement les résiliations de marchés, il y aura lieu d'adopter un taux qui soit nettement supérieur au taux de 1/6<sup>e</sup> généralement admis jusqu'ici et qui devra être fixé au moins à 30 %, ce taux s'appliquant, soit à l'ensemble du marché, soit seulement aux dépenses restant à effectuer, selon le système de révision adopté (révision unique, ou révisions successives).

**Article 10. — Périodicité des révisions. — Acomptes sur révisions.**

50. — Dans le système de révision unique en fin d'exécution, la révision des prix ne peut être faite qu'en fin de marché. Cependant, si le marché est de longue durée et si le prix de revient subit des variations importantes, si d'autre part le marché prévoit le versement d'acomptes à l'entrepreneur ou au fournisseur, il sera en général impossible de calculer les acomptes sur la base des conditions initiales de prix. En cas d'augmentation des prix, il est nécessaire, pour soulager la trésorerie du titulaire du marché, de tenir compte de cette augmentation dans le calcul des acomptes. En cas de diminution des prix, il convient d'éviter le versement d'acomptes trop élevés. Les marchés de longue durée devront donc prévoir qu'à chaque versement d'acomptes il pourra être procédé, sur la demande de l'une ou l'autre des parties, à une révision provisoire du prix du marché. Toutefois, pour tenir compte des variations du prix de revient en sens inverse qui pourraient survenir ultérieurement, il y aura lieu de prévoir qu'il ne sera tenu compte que d'une fraction de la différence entre le prix révisé provisoirement et le prix initial, cette fraction pouvant être fixée en principe à 80 %.

51. — Le prix révisé provisoirement sera déterminé en appliquant la formule prévue au marché pour la révision finale et en admettant que les paramètres conserveront, entre la date de la révision provisoire et la fin du marché, la valeur qu'ils ont atteinte au moment de la révision provisoire.

52. — Les clauses de révision devront prévoir que les révisions seront faites à la demande de l'une ou l'autre des parties et, dans le cas des marchés révisables en cours d'exécution (système des révisions successives) dans lesquels le prix révisé n'est valable que pour l'avenir, le nouveau prix ne sera appliqué qu'à partir de la date à laquelle la partie intéressée aura demandé l'application de la clause de révision, à moins que des sentences arbitrales n'aient imposé des variations de salaires à effet rétroactif. Il y a lieu d'éviter en effet les complications auxquelles pourrait donner lieu la rétroactivité des révisions de prix.

**Article 11. — Cas des avenants.**

53. — Si, dans le cours de l'exécution d'un marché, un avenant intervient pour modifier la consistance de ce marché, par exemple pour ajouter des travaux ou fournitures supplémentaires, l'avenant devra préciser si la formule de révision du marché initial s'appliquera et dans quelles conditions elle sera appliquée. En particulier on devra préciser les dates de mesure des valeurs initiales et des valeurs de comparaison des paramètres pour les travaux ou fournitures supplémentaires faisant l'objet de l'avenant.

**Article 12. — Forme à donner aux révisions de prix.**

54. — Les clauses de révision devant être rédigées d'une manière absolument précise, conformément au principe essentiel posé par l'article 2 de la présente Note Générale, l'application de ces clauses deviendra automatique.

Le mode de détermination des prix révisés ne nécessitera plus par suite la conclusion d'un accord entre les parties et ne devra plus donner lieu à l'établissement d'un avenant.

Cette détermination ne sera plus qu'une opération de liquidation des marchés et, comme telle, elle sera soumise au contrôle de la Division du Contrôle des Marchés.

Ce contrôle sera exercé *a priori* pour les marchés dont l'approbation est de la compétence du Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés, ou de celles des Autorités Supérieures, ainsi que pour ceux des marchés approuvés par les Directeurs des autres Services Centraux ou par les Directeurs de l'Exploitation des Régions, pour lesquels la révision des prix aura pour effet de porter le montant du marché au-dessus de la limite de leur compétence. Pour tous les autres marchés, le contrôle ne sera exercé qu'*a posteriori* par la Division du Contrôle des Marchés, conformément aux règles générales fixées pour ces opérations de contrôle *a posteriori*.

*Le Directeur Général,*  
P. O. : LE DIRECTEUR DU SERVICE  
DES APPROVISIONNEMENTS, COMMANDES ET MARCHÉS,  
**LECLERC DU SABLON.**



## Table des Matières

### Article 1. — Champ d'application de la Note Générale.

1. — Marchés à prix ferme et marchés à prix révisable.
2. — Domaine de ces deux formes de marchés.

### Article 2. — Principes généraux.

3. — Les clauses de révision doivent pouvoir être appliquées automatiquement.
4. — Ces clauses doivent être mentionnées dans les appels d'offres et ne plus être modifiées ultérieurement.
5. — Elles doivent être réversibles.
6. — Les deux grands systèmes de révision :
  - a) Révision unique en fin de marché.
  - b) Révisions successives en cours d'exécution.

### Article 3. — Contexture générale des clauses de révision.

7. — Cas particulier des marchés portant sur des matières se trouvant dans le commerce ou des objets dont la durée de fabrication est très courte.
8. — Cas général : formule de révision basée sur le taux des salaires et le cours des matières.
9. — Eléments principaux entre lesquels le montant du marché doit être décomposé.
10. — Représentation des principaux éléments du prix de revient par un ou plusieurs paramètres.

### Article 4. — Nature et nombre des paramètres à considérer.

#### A. — Nature des paramètres.

##### a) Paramètres-salaires.

11. — Paramètre à prendre : le salaire horaire.
12. — Cas des marchés dont une partie importante doit être exécutée par des sous-traitants.
13. — Catégories d'ouvriers dont les salaires doivent servir de paramètres.

##### b) Paramètres-matières.

14. — Nécessité de définir avec précision les caractéristiques techniques des matières de référence.

#### B. — Nombre des paramètres.

15. — Ce nombre ne doit pas être trop élevé.
16. — Nombre des paramètres salaires.
17. — Nombre des paramètres matières.
18. — Paramètres de remplacement.
19. — C. — Variations des charges fiscales.
20. — D. — Variations des tarifs de transport.

### Article 5. — Importance relative des divers paramètres.

21. — Coefficients définissant cette importance.
22. — Importance à donner à la partie non révisable du prix.

### Article 6. — Documents dans lesquels devront être relevées les valeurs des paramètres.

23. — Salaires minima des contrats collectifs.
24. — Utilisation des indices généraux de salaires.
25. — Cours officiels des matières. — Utilisation des mercuriales privées.
26. — Cas où les mercuriales indiquent plusieurs cours à une même date.

### Article 7. — Détermination des valeurs des paramètres.

#### A. — Valeur initiale des paramètres.

27. — Date de mesure des valeurs initiales :
28. — a) Pour les salaires.
29. — b) Pour les matières.
30. — Insertion dans les marchés des valeurs initiales elles-mêmes.

#### B. — Valeur de comparaison des paramètres.

31. — Cas des marchés révisables en cours d'exécution.
32. — Cas des marchés révisés en fin d'exécution.
33. — Règles de détermination de la valeur de comparaison des paramètres.
34. — Nécessité de se référer à la cadence contractuelle d'exécution du marché.

##### a) Salaires.

35. — Elimination de la période de démarrage et de la période finale.
36. — Calcul de la valeur moyenne des salaires de comparaison.
37. — Cas des sous-commandes.

##### b) Matières.

38. — Nécessité de prévoir un délai relativement court pour l'approvisionnement des matières

##### c) Influence des retards ou avances.

39. — Les dates de mesure des valeurs de comparaison doivent être fixées d'après le délai contractuel d'exécution du marché, ce délai ne pouvant être majoré que de ceux qui résulteraient du fait de la Société Nationale elle-même ou d'événements de force majeure dûment signalés.
40. — Cas des livraisons anticipées à la demande de la S. N. C. F.

### Article 8. — Seuil de révision et marge neutralisée.

41. — Raison d'être du seuil de révision.
42. — Définition du seuil de révision.
43. — Raison d'être et définition de la marge neutralisée.
  - a) Seuil de révision.
44. — Mode de calcul du seuil de révision.
45. — Règles à suivre pour la fixation du seuil de révision.



**b) Marge neutralisée.**

- 46. — La marge neutralisée est liée en principe au seuil de révision.
- 47. — Taux à adopter pour la marge neutralisée.

**Article 9. — Modifications à apporter aux formules de révision. — Possibilité de résilier les marchés.**

- 48. — Les clauses de révision ne peuvent en principe être révisées elles-mêmes.
- 49. — Possibilité de résilier les marchés en cas de variations notables dans les salaires et les prix. Seuil de résiliation. Taux à adopter pour le seuil de résiliation.

**Article 10. — Périodicité des révisions. — Acomptes sur révisions.**

- 50. — Révisions provisoires dans le système des révisions uniques.
- 51. — Manière de calculer le prix révisé provisoirement.
- 52. — Point de départ de l'application des prix révisés.

**Article 11. — Cas des avenants.**

- 53. — Nécessité de préciser la manière de réviser des prix de travaux ou fournitures supplémentaires faisant l'objet d'avenants.

**Article 12. — Forme à donner aux révisions de prix.**

- 54. — Les révisions de prix ne donneront pas lieu à établissement d'avenant, mais seront soumises au contrôle de la Division du Contrôle des Marchés en tant qu'opérations de liquidation des marchés.